

Juste Terre!

n°190 - MAI 2022

www.vivre-ensemble.be

Suivez-nous sur Facebook et Twitter

Nous nous réjouissons de voir la solidarité des citoyens et du gouvernement belge envers les réfugiés ukrainiens. Cette crise démontre qu'un autre modèle migratoire basé sur l'accueil, l'entraide et la fraternité est possible. Nous formulons l'espoir qu'il puisse se reproduire pour d'autres personnes réfugiées, exilées, comme les Syriens, les Afghans et tous les autres... La différence de traitement est, en effet, choquante. Nombre d'associations appuyées par Action Vivre Ensemble soutiennent un indéfectible accueil à toute personne exilée dans la détresse. « *Nous ne voulons mettre personne de côté. Ni les personnes réfugiées que nous soutenons déjà, ni celles qui arriveront demain* » : tel est leur leur credo.



Édito

Un réfugié égale un réfugié ?

« Répondons au défi des migrants et des réfugiés avec humanité. » Pendant que le monde découvrait avec horreur, le 3 avril, les images du massacre russe de Boutcha, en Ukraine, ces propos résonnaient à l'autre bout de l'Europe, dans un centre de personnes réfugiées sur l'île de Malte. Une façon pour le pape François, à la pointe de ce combat depuis sa visite « fondatrice » à Lampedusa en 2013, de rappeler combien un drame ne peut en éclipser un autre. Devant ces Somaliens, Nigériens, Érythréens, Soudanais ayant survécu à la traversée de la Méditerranée, François a lancé : « *Vos histoires rappellent celles de nombreuses personnes qui, ces derniers jours, ont été contraintes de fuir l'Ukraine à cause de cette guerre injuste et sauvage. Mais aussi celle de nombreux autres hommes et femmes qui ont été contraints de quitter leur maison et leur terre, en Asie, en Afrique et en Amérique, à la recherche d'un lieu sûr.* »

Si tous les hommes et les femmes naissent libres et égaux, on peut se demander si toutes les personnes réfugiées se « valent ». Des remugles zemmouriens de la campagne électorale française au sursaut de la Pologne ou de la Hongrie qui, il y a peu encore, fermaient à double tour leurs frontières, la formidable solidarité à l'adresse des réfugiés

ukrainiens réjouit autant qu'elle laisse un goût amer. Il n'est évidemment pas question ici de tempérer l'enthousiasme de ces centaines de familles, de communes, d'institutions qui ont ouvert leurs bras à ces femmes, ces enfants, ces vieillards fuyant la barbarie de Poutine. Que du contraire.

En revanche, force est de constater que les réfugiés syriens, afghans, palestiniens, somaliens, érythréens, qui constituaient le gros du contingent des demandes de protections introduites en Belgique en 2021, n'ont que rarement suscité l'empathie ou tout simplement autre chose que l'indifférence voire la franche hostilité. Cette injustice est difficilement acceptable. Le réveil de la conscience européenne en la matière ne peut que réjouir mais il pose une question cruciale : s'agit-il du modèle de la politique européenne à venir ou d'une réponse ponctuelle à une crise qui interroge notre sécurité ? On préférerait la première réponse, on craint la seconde.

La Russie a ramené la guerre en Europe, l'Asie, le Moyen-Orient, l'Afrique, l'Amérique latine restent traversés de tragédies humanitaires d'un autre âge et l'absence totale de réponse aux enjeux environnementaux risque de porter à 216 millions le nombre de réfugiés climatiques en 2050. On ne pourra éternellement éviter de répondre à cette question : tous les réfugiés ont-ils la même valeur à nos yeux d'homme et de femme ?

■ J.-F. Lauwens

Contre la pauvreté, je choisis la **SOLIDARITÉ** !

La guerre d'Ukraine, le « deux poids, deux mesures » de l'accueil

200.000 Ukrainiens sont attendus en Belgique. L'élan de solidarité formidable des citoyens comme des autorités nous rappelle que tous les déplacés ne reçoivent pas le même accueil positif, tant s'en faut. Un phénomène ponctuel ou les prémices d'une approche moins défensive de l'Europe et de notre pays ?

Ici, ce sont des intervenants de terrain qui ont appris à demi-mots des autorités que les Afghans devraient probablement « faire de place » pour les Ukrainiens dans les centres d'accueil et qu'ils risquent l'expulsion. Là, ce sont des acteurs du monde scolaire qui assistent à des tensions entre jeunes primo-arrivants quand des réfugiés sur une voie de garage depuis des années ont le sentiment que des Ukrainiens à peine arrivés sont traités avec des égards qui leur ont toujours été refusés.

Pendant que la Russie agresse avec barbarie l'Ukraine, la machine à horreurs tourne pourtant toujours à plein régime ailleurs, mais dans l'indifférence. En Syrie et au Yémen, au Mali et au nord du Cameroun, au Tigré et en Afghanistan mais aussi à... Lesbos et en Méditerranée. Pourtant, si l'Europe entière se mobilise pour les réfugiés ukrainiens, les réfugiés du Moyen-Orient ou d'Afrique ne bénéficient à ce stade pas des mêmes facilités. Sabine Hess, de l'université de Göttingen, résume : « Les différences de traitement et une forme de racisme dans la sélection des migrants sont caractéristiques du système d'asile. Il y a un grand écart entre deux phénomènes, amplifiés par les médias. D'un côté, nous avons les bras ouverts, ce sont de 'vrais' réfugiés européens. De l'autre côté, nous avons des frontières militarisées avec

des réfugiés qui doivent lutter pour leur vie. C'est digne du colonialisme : nous distinguons ceux qui sont dignes de notre empathie et ceux qui ne le sont pas.¹ »

À Rochefort, La Cantine famennoise est un groupe de citoyens qui fournit, avec le soutien d'Action Vivre Ensemble, des logements, des repas, des soins médicaux aux migrants extra-européens en transit dans la région. « Bien sûr que cet élan des citoyens et des politiques nous réjouit », dit Nicole Willem. « Mais c'est tout de même un peu difficile à avaler parce que nous nous épuisons depuis quatre ans et, d'un coup, tout le monde s'intéresse aux réfugiés, mais uniquement aux Ukrainiens. Chaque fois que nous essayons de conscientiser la commune, on doit hurler sans susciter le moindre intérêt. Aujourd'hui, les mêmes qui ne nous entendent pas font des déclarations la main sur le cœur au conseil communal... »

Le secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, Sammy Mahdi (CD&V), réfutait récemment (*Le Soir*, 19 mars) cette vision dans une logique de proximité : « Si demain votre voisin est malade, cela va probablement plus vous préoccuper que si cela arrive au type du bout de la rue. Cela ne veut pas dire que vous êtes inhumain envers cette personne. Comme le conflit se passe en Europe, beaucoup de citoyens sont plus préoccupés que quand ces événements se passent, par exemple, au Mali. Cela ne fait pas du citoyen un xénophobe ou un raciste. Comme Poutine attaque l'Ukraine et, par ricochet, l'Europe et l'Otan, beaucoup de gens se sentent eux-mêmes agressés directement. Ça m'agace qu'on dise que le citoyen est raciste parce qu'il est solidaire et ne l'était pas en 2015. »

Pour Nicole Willem, de la Cantine famennoise, il y a des raisons d'espérer : « Il y a un gouffre entre les deux attitudes qui est encore plus large à la lumière de la situation actuelle. Mais la bonne nouvelle, c'est qu'on voit que c'est possible de susciter la solidarité. On voit bien qu'un discours positif des autorités peut faire beaucoup pour la réaction des citoyens. Il y a une réaction émotionnelle pour l'Ukraine mais nous avons l'espoir que cette crise provoque une prise de conscience chez certaines personnes et puisse susciter leur empathie vis-à-vis d'autres crises humanitaires. »



Selon l'expérience de La Cantine famennoise, « un discours positif des autorités peut faire beaucoup pour la réaction des citoyens ».

■ J.-F. L.

1 Vidéo « Réfugiés : un accueil européen à deux vitesses », Arte, 4 avril 2022 : <https://www.youtube.com/watch?v=lamy0ICU0YI>



L'hébergement de personnes réfugiées chez les citoyens est positif et doit être encouragé au-delà de la crise d'urgence.

Changer de modèle d'accueil ?

À la mi-mars, le gouvernement se félicitait que 88 % des logements disponibles (40.000) pour les Ukrainiens étaient proposés par des citoyens. Un fameux changement de perspective quand on se souvient que le gouvernement précédent, Theo Francken (N-VA) en tête, avait mis en place des visites domiciliaires chez les hébergeurs accueillant des migrants en situation irrégulière. Certains, on le sait, ont même été traduits en justice - et acquittés.

En 2016, dans la foulée de la crise du Parc Maximilien à Bruxelles, l'association Singa avait été fondée par un groupe de citoyens pour venir en aide aux nouveaux arrivants. Avec le soutien d'Action Vivre Ensemble, Singa avait lancé le programme CALM (Comme à la maison), qui met en lien des colocations bruxelloises et des personnes réfugiées, pour leur permettre de partager leur habitat. Un programme mis à contribution évidemment dans cette crise ukrainienne dont les citoyens se sont emparés.

Mais, pour Singa, qui a publié une carte blanche en ce sens dans *La Libre*², l'appel à la solidarité lancé par l'Europe comme la Belgique peut laisser espérer un changement d'approche. « Une conclusion s'impose : l'offre de places d'hébergement chez des citoyens est rapide et massive quand elle est amplifiée par un message positif des autorités et facilitée par des mesures administratives adaptées. Cela ne fait que confirmer une évidence que nous constatons au quotidien : oui, l'hébergement de personnes réfugiées chez les particuliers est possible, oui, il est positif et, oui, il doit être encouragé... au-delà de la crise et de l'urgence », dit Singa.

Chiffres

En 2021, 25.971 personnes ont introduit une demande de protection internationale à l'Office des étrangers. Les principaux pays d'origine des demandeurs de protection internationale étaient alors l'Afghanistan, la Syrie, la Palestine, l'Érythrée et la Somalie. La protection internationale vise à attribuer le statut de réfugié.

En ce qui concerne les attestations de protections temporaires, en mars 2022, 98 % des 24.000 protections offertes par la Belgique concernaient des Ukrainiens. La protection temporaire est une procédure exceptionnelle instaurée par une directive européenne en cas d'afflux massif de personnes déplacées.

Depuis 10 ans, la Belgique dispose d'un programme de réinstallation de réfugiés dans notre pays : durant cette période, 3.989 réfugiés syriens et 315 réfugiés congolais ont été réinstallés.

La Flandre a mis en place en 2016 un dispositif légal qui encadre l'hébergement de personnes réfugiées à domicile pour des périodes allant de quelques mois à trois ans, en préservant l'individualisation des droits. Bruxelles et la Wallonie peuvent donc aussi le faire. « Si l'hébergement des personnes venant d'Ukraine est un défi auquel il faut répondre dès à présent, nous plaçons pour que les entités fédérées ne restent pas 'focalisées' sur la gestion de l'urgence. Au contraire, il est pertinent de transformer cette crise en opportunité et d'accompagner l'élan de solidarité de la population belge pour enrichir le modèle d'accueil dans notre pays, de manière durable et au profit de tous les réfugiés », conclut Singa.

■ J.-F. L.

² <https://www.lalibre.be/debats/opinions/2022/04/05/quand-va-t-on-encadrer-l-hebergement-de-refugiees-chez-les-particuliers-a-bruxelles-et-en-wallonie-5BSEVXYCZRAEVNKC5GTLK5GV4Q/>

Le CRILUX, service social essentiel pour les réfugiés et migrants de la province du Luxembourg

Des milliers de familles ukrainiennes ont été jetées sur les routes d'Europe et affluent en Belgique depuis le mois de mars dans une détresse indicible. Pour répondre à cette détresse : des associations, des citoyens, les services publics s'organisent pour offrir à celles et ceux qui ont tout perdu un accueil humain et digne. Le CRILUX, Centre Régional d'Intégration du Luxembourg, fait partie des asbl accueillantes pour ce nouveau public, et pour toutes les personnes réfugiées. Focus.

Près de 5.000 réfugiés ukrainiens seront accueillis par la province du Luxembourg. Le CRILUX, en tant qu'asbl œuvrant à l'intégration des personnes étrangères et d'origine étrangère, verra son activité s'amplifier encore davantage. Nicolas Contor, directeur et cofondateur du CRILUX créé 2004, est inquiet de l'actualité : « *La plupart des associations vont être noyées par les arrivées des personnes réfugiées ukrainiennes. Nous allons essayer de suivre pour que l'offre de service social (composé de 12 personnes) puisse absorber au maximum la demande. Mais les moyens manquent. Nous ne voulons mettre personne de côté. Ni les personnes réfugiées que nous soutenons déjà, ni celles qui arriveront demain. Nous nous attendons à un volume de travail multiplié par dix. Après la lourde période due au coronavirus, les équipes sociales sont épuisées.* »

Près de 1.000 personnes accompagnées par le Crilux chaque année

Des personnes étrangères ou d'origine étrangère poussées sur les chemins de l'exil, le CRILUX en a accompagné très exactement 817 en 2020. Travaillant main dans la main avec le réseau associatif et les acteurs publics locaux, l'association oriente ces personnes vers les services adéquats et les accompagne directement dans leurs démarches administratives : équivalence de diplôme, validation des compétences, recherche de formations, obtention de la nationalité belge, etc.

Concrètement, sur le terrain, l'action du CRILUX se décline en deux axes : l'appui et l'accompagnement des collectifs citoyens - sur des questions logistiques, d'information, de réseau partenarial, de recherche de moyens, par exemple - et le travail social de terrain pour les personnes migrantes et réfugiées soit en transit soit en recherche d'établissement en Belgique. « *En partenariat avec le réseau associatif et public, nous orientons et outillons les personnes étrangères et d'origine étrangère, dans une approche bienveillante tout en faisant qu'elles soient actrices de leurs choix* », précise Nicolas Contor.

« J'ai de l'espoir que la crise en Ukraine fasse bouger les lignes »

En tant que Centre Régional d'Intégration, le CRILUX est également chargé de mettre en œuvre le parcours d'in-

tégration des personnes primo-arrivantes en province de Luxembourg. Un accompagnement gratuit de 18 mois qui facilite, chaque année, l'insertion réussie de plusieurs dizaines de migrants non européens dans l'ensemble de la province. Seulement voilà, ce dit-parcours n'est pas accessible à toutes les personnes réfugiées. Nicolas Contor espère son élargissement à toutes les personnes réfugiées qui le souhaitent : « *J'ai de l'espoir que la crise en Ukraine fasse bouger les lignes pour les autres personnes réfugiées. Il y a une très belle mobilisation solidaire et citoyenne qu'il faut encourager. On constate aussi une prise de responsabilité de l'État : le statut de protection temporaire a été activé pour les Ukrainiens et les Ukrainiennes. Nous sommes ravis de cela. Cela veut dire qu'il est possible d'avoir une politique d'accueil pour tous, toutes, quelle que soit l'origine des personnes. Nous aimerions que les pouvoirs publics traitent tous les dossiers en attente avec le même niveau d'humanité. Et qu'il y ait un élargissement de l'accès à ce programme pour toutes les personnes réfugiées.* »

Depuis sa création et dans son travail quotidien, le CRILUX met tout en œuvre pour favoriser la cohésion sociale et un vivre-ensemble harmonieux. Des valeurs indispensables à partager avec des personnes qui ont particulièrement souffert dans leur parcours migratoire. Et qui en souffrent encore trop souvent une fois arrivées dans le pays de destination qu'elles rêvaient d'atteindre, faute de recevoir un accueil digne et humain.

Valbona et Vedat, 35 ans et leurs 4 enfants Arbesa 15 ans, Amet 14 ans, Aela 6 ans et Albomar 3 ans : une famille réfugiée venue du Kosovo

« *On a quitté le Kosovo en novembre 2005. On est arrivé le 22 novembre. C'était déjà décoré pour Noël. J'avais 19 ans, j'étais perdue, j'arrivais toute seule [mon mari m'a rejointe la semaine suivante], je ne connaissais pas la langue. On m'a accueil-*



Ahmad, réfugié palestinien, 25 ans

« Je suis arrivé en Belgique en 2014 car je ne voulais pas m'engager dans l'armée syrienne. [Ahmad est palestinien, né en Syrie où ses parents y étaient réfugiés]. La Belgique? C'est un autre monde. Mes premières impressions étaient très positives. Au début, je voulais absolument m'inscrire à l'école pour mieux apprendre le français et pour poursuivre les études. On m'a dit que j'étais trop âgé, j'avais 19 ans, et je n'ai donc pas pu m'y inscrire. Je me suis alors orienté vers la Trêve où j'ai suivi un an de cours de français. J'ai continué par deux ans de formation technique à Liège chez *Technifutur avec des maths, des sciences, de l'informatique*. Je voulais progresser en français. J'ai envie d'ajouter que j'ai également réussi mon permis de conduire! Quelques mois après ma formation, j'ai commencé un contrat article 60 dans une blanchisserie dans la commune de Vielsalm. Puis, quelques semaines après, j'y ai été engagé en CDD comme ouvrier. (...) Là, je me sens vraiment très bien. J'ai un beau parcours depuis mon arrivée en Belgique. La suite? Je vais me marier. Et après, j'achèterai une maison! »



© CRILUX asbl - Anthony Dehez



© CRILUX asbl - Anthony Dehez

lie à la gare et je me suis sentie en sécurité. On était installé à Nassogne et je suivais des cours de français. Arbesa et Amet étaient bébés. Je n'avais pas de crèche à Rochefort. Je partais avec les poussettes dans le bus jusque Jemelle pour les déposer à la crèche, puis je reprenais le bus jusque Marche pour les cours de français. Notre premier appartement, c'était catastrophique. C'était trop petit pour la famille qui s'agrandissait. Et les voisins, ils vivaient la nuit, buvaient et dormaient la journée. Je n'osais pas faire sortir mes enfants. Quand on appelait pour un logement, l'interlocuteur raccrochait après avoir entendu qu'on dépendait du CPAS. Aujourd'hui, on est installé à Aye. On a de l'espace. Le voisinage est calme. On se sent libre, on se sent mieux. (...) On s'est toujours débrouillé, on a toujours travaillé. Malgré les difficultés, on a réussi. Recevoir des négatifs tout le temps, pendant près de 5 ans. Perdre son temps. Perdre espoir. Et puis, finalement, aujourd'hui, être très fiers de qui on est devenu. Je me sens comme tous les autres Belges. Je paie mes taxes. Mon projet futur? Acheter une maison. »

■ Céline Masfrand

Inondations en Wallonie : des milliers de victimes encore démunies

En juillet 2021, la Wallonie est ravagée par de terribles inondations meurtrières. Cette tragédie frappe surtout les populations les plus pauvres qui vivent principalement le long des cours d'eau. Des milliers de personnes vivant déjà dans la précarité voient ainsi leurs biens si précieux détruits et plongent dans un désarroi total.

Dix mois après cette catastrophe, on pourrait penser que dans un pays riche comme la Belgique, tout serait reconstruit et les milliers de victimes indemnisées. Or, la situation est tout autre.

Une part importante des premières victimes belges du changement climatique, pour reprendre les paroles du Premier ministre belge Alexander De Croo lors de son discours à la COP26, est toujours laissée pour compte. Pourtant, les besoins sont énormes. Pour beaucoup, la réalité du mois de juillet constitue malheureusement encore leur quotidien. Et, sans réaction, leurs prochains mois...



Inondations : quel soutien d'Action Vivre Ensemble en 2021 et 2022 ?

Action Vivre Ensemble a tout d'abord accordé un soutien de quelque 38.000 euros au Réseau wallon de lutte contre la pauvreté pour l'emploi de deux personnes engagées pour une période d'un an au sein du Réseau. Leur rôle ? Assurer le plaidoyer politique et l'accompagnement des associations de terrain sur le volet des inondations. Notre soutien financier a complété un subside de la Fondation Roi Baudouin.

Action Vivre Ensemble a également mis sur pied une « Commission spéciale inondations ». Son objectif est de fournir un soutien financier à hauteur de 58.000 euros à des associations de terrain de lutte contre la pauvreté qui ont été directement affectées par les inondations et qui ont, suite à cela, des difficultés à continuer leur travail.

Interview croisée

Volontaire très engagé, Jean-René Thonard fait partie depuis plusieurs décennies du groupe d'Entraide et Fraternité-Action Vivre Ensemble de Verviers. Il fait également partie de la Commission spéciale inondations mise en place pour appuyer les associations victimes qui auraient (encore) besoin d'aide. Amandine Poncin est assistante sociale et a été engagée grâce au soutien d'Action Vivre Ensemble au sein du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté (RWLP). Christine Mahy est secrétaire générale du RWLP. Ces trois témoins nous en disent plus sur la situation aujourd'hui, dix mois après les inondations.

Quelle est l'importance de fournir un soutien dix mois après la catastrophe ? Quels sont les problèmes que rencontrent aujourd'hui les sinistrés ?

Amandine Poncin : On pourrait se dire que c'est fini mais les inondations ont encore un impact énorme sur ce que les personnes vivent aujourd'hui. Les inondations ont en plus affecté celles et ceux qui vivaient déjà dans la précarité et cela les a plongés bien en-dessous de la ligne rouge.

De nombreuses personnes ont d'importantes difficultés à retrouver un logement de manière durable. L'explosion du prix des loyers pose notamment problème. Un loyer de 500 euros par mois avant les inondations atteint aujourd'hui jusqu'à 800 euros ! C'est tout simplement impossible pour les personnes précarisées. Une trop grande partie des sinistrés obligée, par exemple, de vivre à l'étage de leur maison inondée sans accès à une cuisine ou une salle de bains est encore dépendante de l'aide d'urgence (repas chauds, douches, etc.). Trop nombreux sont aussi ceux qui doivent vivre dans une forte humidité car ils n'ont pas les moyens financiers pour faire fonctionner les déshumidificateurs...

Les personnes qui n'étaient pas du tout ou mal assurées ont tout perdu et ont le plus de difficultés à remonter la pente. La question à se poser est : pourquoi ces personnes n'étaient-elles pas assurées ? Toutes indiquent qu'elles n'avaient pas le choix. Une mère que j'ai rencontrée m'indiquait, par exemple, qu'elle a dû choisir entre s'assurer ou nourrir ses enfants...

Face à la lenteur de l'aide des autorités, les victimes des inondations se sentent déconsidérées et ont l'impression qu'on les abandonne. Il est donc essentiel d'aller à leur rencontre, de les écouter. Notre accompagnement se concentre justement sur le recueil des problèmes auxquels elles font face afin de construire notre plaidoyer politique. C'est essentiel afin de pousser les autorités à réagir mais aussi à proposer des mesures qui aident véritablement les sinistrés.

Jean-René Thonard : Ce travail d'accompagnement est absolument nécessaire pour toutes celles et ceux qui ont connu ces événements dramatiques. Avec un seul critère important : celui de dépasser l'urgence. D'un point de vue structurel, les aides apportées ne solutionnent pas la pauvreté. 40% des personnes des quartiers touchés à Verviers par les inondations n'avaient pas d'assurance car c'est un luxe qu'elles ne pouvaient pas s'offrir.

De même, remplir le dossier de 30 pages pour le fonds des calamités requiert un bagage culturel qui, là aussi, fait défaut aux populations précarisées. Il faut demander des devis, s'organiser, recevoir des experts, discuter et dialoguer. Ce n'est pas évident quand on est dans la précarité.

Le travail associatif offre une présence, une écoute, une aide plus profonde. Les associations qu'Action Vivre Ensemble va appuyer vont continuer à faire le formidable boulot qu'elles accomplissaient déjà.

Quels types de demandes avez-vous reçu des associations de terrain ? Y-a-t-il des cas qui vous ont marqué ?

Jean-René Thonard : Ce sont des demandes concernant des choses indispensables pour fonctionner. Des outils de jardinage pour rééquiper un jardin potager de formation, des véhicules, des chaudières. Les assurances ont des critères très restrictifs et des demandes échappent aux besoins de terrain.

L'asbl Mic-Ados, à Marche, travaille avec des jeunes. Des jeunes étaient en séjour dans un chalet au bord de l'eau et ils ont vécu une nuit d'horreur sur le toit de ce chalet en attendant d'être secourus. Ils étaient terrorisés. Un travail de soutien psychologique a été nécessaire. L'intervention d'Action Vivre Ensemble servira à maintenir les camps d'été pour les jeunes. Les travaux pour rénover



Jean-René Thonard



Amandine Poncin



Christine Mahy

les lieux d'accueil sont trop coûteux et seraient irréalisables sans l'intervention d'Action Vivre Ensemble.

Sur le terrain, les sinistrés ont surtout dénoncé la gestion des barrages comme la cause des inondations. Mais font-ils aussi le lien avec le changement climatique ?

Christine Mahy : On observe que ceux qui ont été indemnisés et sont dans la reconstruction de leur vie ont une plus grande disponibilité d'esprit pour cette question. Pour les autres, c'est encore trop tôt car ils sont accaparés à essayer de survivre. Il est difficile, voire impossible, de réfléchir en profondeur sur des sujets de société lorsque le quotidien est une insécurité totale. Mais les gens sont intelligents. Accepter que le changement climatique soit une cause des inondations reviendrait également à dire que cela risque de se reproduire. Or, les personnes n'ont déjà pas les solutions pour faire face aux problèmes aujourd'hui... Quand on est encore dans le désarroi total, est-ce qu'on a encore la force d'accepter de faire remonter cela à la surface ? Le dialogue sur les conséquences du changement climatique n'est donc véritablement possible pour une partie des sinistrés que si leur quotidien s'améliore.

Jean-René Thonard : Certains le font mais pas tous. Les inondations sont survenues très soudainement avec une violence inouïe. Certains parlent même de tsunami. Les gens restent dans la gestion de l'urgence.

À Verviers, des Indiens ciriacos, victimes eux aussi d'inondations meurtrières, sont venus témoigner à l'invitation du SIEP, un organisme d'éducation permanente du MOC. Les victimes des inondations ont pris alors conscience que les mêmes phénomènes se passent à d'autres endroits de la planète. Ils comprennent mieux les effets globaux du changement climatique et que ce sont toujours les populations les plus fragiles et les plus précarisées qui en sont les premières victimes. On ne peut plus parler d'urgence climatique sans parler d'urgence sociale.

■ Propos recueillis par **Quentin Minsier**, chargé de communication et **Valérie Martin**, directrice de la communication

Changer de pansement ou penser le changement ?

Recherche participative 2022

L'aide d'urgence se fait de plus en plus nécessaire en Belgique, pour nourrir, loger, soigner des personnes, des familles qui, en nombre croissant, sont dans « le trop peu de tout ».

Ce qui ne devrait être qu'exceptionnel s'éternise. Le constat est dramatique et porte des accents de désespoir pour l'ensemble de celles et ceux qui appellent de leurs vœux une société égale et juste.

Comment admettre l'absence de perspective qui fige des femmes et des hommes dans la dépendance à l'aide que l'on voudra bien leur accorder ? Comment aider rapidement tout en préservant une vision à long terme pour éradiquer la pauvreté ? Comment changer structurellement nos sociétés excluantes ?

Un groupe de dix personnes engagées au sein d'Action Vivre Ensemble a voulu se saisir de ces questions. Il dessine un puzzle des solidarités façonnées bien



au-delà des bonnes volontés individuelles. Les pièces prennent la forme de réflexions et d'actions autour des revenus, de l'aide sociale, de la fiscalité, de la démocratie, de la jeunesse, de la transition écologique et solidaire... Le tout est alimenté par une énergie à puiser dans cette capacité qu'a l'être humain de s'indigner, de rebondir et d'avancer en défrichant des chemins inédits.

Week-end Juste Terre

Pour se ressourcer, seul-e ou en famille

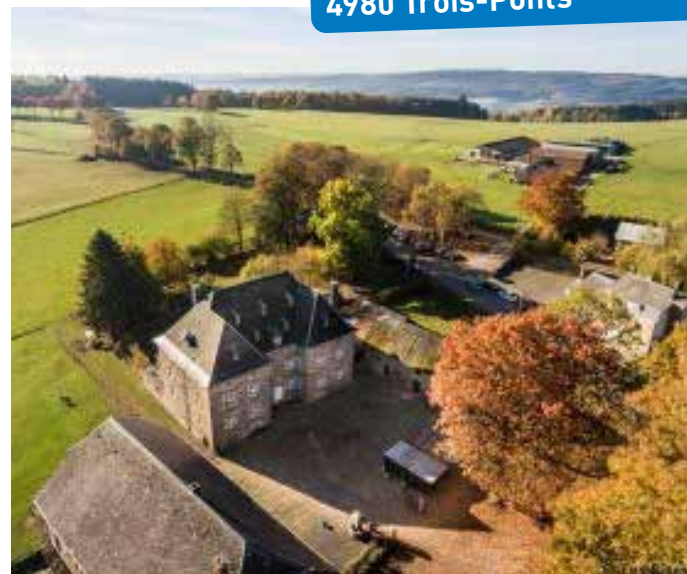
Face aux défis d'aujourd'hui, comment comprendre, agir, être, habiter ce monde ? Un week-end en Ardenne pour se prendre le temps de réfléchir et échanger, et repartir avec de nouveaux savoirs-faire, des motivations renouvelées... Un week-end de formation inspirant, familial et convivial.

Au programme : ateliers, conférence-débat, échanges, conférence gesticulée, jeux, découvertes, rencontres, agir et pratiquer, réparation vélos, herboristerie alchimique, meubles de récupération, permaculture, slam et expression artistique, jeu simulateur climatique, convivialité, balade, yoga du rire, veillée, repas produits locaux... et aussi moments de détente autour d'un verre, d'une chanson ou en pleine nature.

La formule de participation est très libre (« on vient quand on veut »). Nombre de places limité à 40 adultes/15 enfants.

Programme complet sur vivre-ensemble.be
Info et inscription : paul.rixen@entraide.be (0472 63 43 91)

13 -15 mai 2022
Château de Wanne
4980 Trois-Ponts



Juste Terre ! Publication commune Entraide et Fraternité asbl et Action Vivre Ensemble asbl

Siège rue du Gouvernement Provisoire, 32 - 1000 Bruxelles | T 02 227 66 80 | info@vivre-ensemble.be | www.vivre-ensemble.be

Conception - coordination V. Martin, C. Houssiau | Éd. responsable A. Fischer | Maquette et Impression Snel

Attestation fiscale pour tout don de 40 €/an et plus. Nos deux organisations sont habilitées à recevoir des legs par testament.

Action Vivre Ensemble - IBAN BE91 7327 7777 7676 - Merci